

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Avant-propos</b> (BERNARD LANDAIS et KRZYSZTOF MALAGA).....	3
--	---

### POUR UNE RECHERCHE ÉCONOMIQUE EFFICACE

BERNARD LANDAIS <b>Pour une science économique efficace et une recherche équilibrée</b> .....	7
MAREK RATAJCZAK <b>Économie au XXIe siècle</b> .....	20

### ÉDUCATION, CULTURE ET DÉVELOPPEMENT

CLAUDIO RUFF ESCOBAR, MARCELO RUIZ TOLEDO <b>Impact social d'une politique de financement mixte sur l'enseignement supérieur : le cas du Chili</b> .....	27
CAMELIA ANA FRATILA <b>Combien d'Europe(-s) à l'intérieur de l'Union européenne ? Clivages culturels et décalages économiques</b> .....	40
HILAIRE NKENGFAK <b>L'économie verte en Afrique subsaharienne : une analyse par le découplage économie – environnement</b> .....	53

### CROISSANCE GRAVITATIONNELLE

SVITLANA CHUGAIEVSKA, NATALIJA CHUGAIEVSKA, TOMASZ TOKARSKI <b>Analyse statistique de l'impact de l'effet gravitationnel sur la diversification du développement économique de l'Ukraine</b> .....	72
KATARZYNA FILIPOWICZ <b>Simulation des trajectoires de productivité du travail dans les différentes régions de la Pologne ; une analyse appuyée sur un modèle de croissance gravitationnel</b> .....	96

BEATA WOŹNIAK-JĘCHOREK <b>Problèmes institutionnels du marché du travail en Pologne au cours de la deuxième décennie du XXIe siècle</b> .....	118
--	-----

### VARIA

THIERRY PAIRAULT <b>La Chine dans la mondialisation : l'insertion de la filière automobile chinoise en Algérie et au Maroc</b> .....	133
FRANCIS BISMANS, BLAISE GNIMASSOUN <b>Les déterminants de la demande agrégée d'électricité en France</b> .....	151
FRANCIS CLAVÉ <b>La croissance en zone euro et les limites de l'articulation de l'économie et du politique dans l'approche fonctionnaliste de l'intégration européenne</b> .....	177

### CHRONIQUES

#### Chronique industrielle

JEAN-PIERRE OLSEM <b>Innovation et concurrence : défendre un lien essentiel</b> .....	195
--	-----

#### Chronique financière

BERNARD COUPEZ <b>Déréguler à nouveau la finance ? Le vent qui vient d'Amérique</b> .....	201
--	-----

## AVANT-PROPOS

Le présent numéro affiche clairement sa place dans le travail entrepris par l'AIELF pour une science économique pleinement universelle, par la variété des sujets abordés et des nationalités des auteurs. Il prend aussi la suite immédiate de nos travaux de Poznań, lors de notre congrès international du mois de mai 2017 et quelques articles sont des versions remodelées des communications de ce congrès particulièrement réussi. Mais encore, il a pour mission d'annoncer notre prochain congrès de 2019 dont le thème choisi, « efficacité de la recherche économique », est pleinement d'actualité. En effet, il n'est pas acquis que la science économique et les recherches qui l'alimentent jouent un rôle suffisant dans la réflexion sur l'avenir de nos sociétés et des économies. Il paraît donc nécessaire d'en examiner et d'en ré-apprendre les « fondamentaux » avant de les adapter à leurs missions futures. Dans ce contexte, le recours à la pensée et à l'expression française est certainement l'un des chemins à suivre pour obtenir des idées fortes et leur transmission juste.

Les deux premiers apports vont dans cette direction. Dans son éditorial, intitulé : « **Pour une science économique efficace et une recherche équilibrée** », **Bernard Landais** déroule le texte d'une conférence donnée à l'Université Saint Joseph de Beyrouth, l'un des fleurons de la francophonie dans cette partie du monde. Il y développe l'idée que la science économique, pour obéir à ses propres critères, doit être efficace et productive pour la société, doit aussi écarter certaines tendances de prétention exagérées à la connaissance et enfin s'assurer que les voies de sa transmission sont toujours bien dégagées. **Marek Ratajczak**, dans « **Économie au XXI<sup>e</sup> siècle** » rejette symétriquement l'anti-économisme et le triomphalisme économique et qualifie l'économie moderne de « science la plus exacte parmi les sciences non exactes ». Développant l'idée selon laquelle l'économie est une science, l'auteur s'attache à découvrir ce qu'il convient d'entreprendre pour l'améliorer à l'avenir. Un témoignage précieux et rassurant, venant d'un auteur éminemment impliqué dans la définition des politiques éducatives de son pays (comme ancien Ministre de l'Éducation de la République de Pologne).

Les questions d'éducation, de culture et de développement sont au premier rang des préoccupations évoquées dans un premier groupe d'articles.

**Claudio Ruff Escobar** et **Marcello Ruiz Toledo** nous proposent : « **Impact social d'une politique de financement mixte sur l'enseignement supérieur : le cas**

**du Chili** ». Au Chili, une série de réformes structurelles ont permis la convergence d'un système de financement basé sur la gratuité vers un autre de caractère mixte reposant sur des apports de l'État et des apports privés, en plus de l'accès à des crédits et des bourses. Ceci a permis, finalement, qu'un plus grand nombre d'étudiants économiquement défavorisés puissent avoir accès à l'enseignement supérieur. L'étude démontre que le système actuel de financement a influencé directement et de façon positive la mobilité sociale de l'enseignement.

« **Combien d'Europe(-s) à l'intérieur de l'Union Européenne ? Clivages culturels et décalages économiques** » telle est la question que se (nous) pose **Camelia Ana Fratila**. Dans le contexte géopolitique actuel, l'Union Européenne se retrouve dans un état de malaise identitaire qui la rend vulnérable par rapport aux grands pouvoirs du monde. Ce texte analyse les clivages culturels et les décalages économiques entre la « nouvelle » et la « vieille » Europe qui contribuent à cette vulnérabilité. Il nous offre une réflexion sur comment repenser l'Europe pour qu'elle redevienne un espace de stabilité et de prospérité.

Dans la quête d'un développement économique durable, **Hilaire Nkengfack** nous offre son appréciation : « **L'économie verte en Afrique subsaharienne : une analyse par le découplage économie-environnement** ». La croissance verte désigne un modèle de croissance permettant l'augmentation du produit national mais plus sobre en matières premières, produisant moins de déchets et de rejets dans l'environnement. L'enjeu principal est donc de parvenir à intégrer les contraintes environnementales sans pour autant que les surcoûts occasionnés empêchent ou réduisent la croissance économique. Constatant qu'il n'y a pas pour le moment de découplage entre la croissance des pays d'Afrique subsaharienne et l'utilisation des ressources naturelles, l'auteur considère entre autres qu'une meilleure compréhension de la relation économie-environnement en Afrique subsaharienne passe par le développement des « emplois verts » et des éco-activités.

Deux articles suivants concernent l'application du modèle néoclassique de croissance exogène de Solow avec l'effet gravitationnel à l'analyse des inégalités régionales et locales respectivement en Ukraine et en Pologne.

**Svitlana Chugaievska, Natalia Chugaievska et Tomasz Tokarski** ont préparé : « **Analyse statistique de l'impact de l'effet gravitationnel sur la diversification du développement économique de l'Ukraine** ».

**Katarzyna Filipowicz** nous propose : « **Simulation des trajectoires de productivité du travail dans les différentes régions de Pologne; une analyse appuyée sur un modèle de croissance gravitationnel** ».

Il s'agit des analyses empiriques riches et approfondies, réalisés à la base du modèle de croissance original avec l'effet gravitationnel, dans lesquels on applique les méthodes de calibration et d'estimations des paramètres des modèles de croissance bien justifiés, conformément aux données disponibles et fiables qui conduisent aux conclusions intéressantes et complémentaires pour la Pologne et l'Ukraine.

En effet il s'agit des résultats des travaux de recherche réalisés sous la direction scientifique du professeur Tomasz Tokarski à l'Université Jagelone de Cracovie, qui sont originaux et enrichissent notre connaissance sur les disparités et la différenciation régionale dans ces deux pays au niveau régional et local.

L'article de **Beata Woźniak-Jęchorek** : « **Problèmes institutionnels du marché du travail en Pologne au cours de la deuxième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle** », vise à identifier les problèmes institutionnels du marché du travail en Pologne dans la deuxième décennie du 21<sup>e</sup> siècle. Les institutions du marché du travail sont définies comme les réglementations juridiques officielles (institutions formelles), et aussi comme les attitudes et les comportements des participants du marché (institutions informelles) qui influent la quantité du travail (l'offre d'emploi et l'emploi) et les niveaux des salaires. Ces institutions sont créées par l'État ou elles apparaissent spontanément à la suite des changements économiques, politiques et sociaux. Dans la première partie de l'article, on présente la position de la Pologne dans les classements des indicateurs institutionnelles établi par le World Economic Forum ou Heritage Foundation. Dans la seconde, on analyse la liberté institutionnelle sur le marché du travail polonais et le problème de régulation et de dérégulation de ce marché. Et à la fin on les problèmes des groupes d'intérêt sur le marché du travail, l'institution du salaire minimum et l'écart entre les sexes en tant qu'un problème institutionnel de ce marché. Toutes les analyses sont effectuées pour la Pologne et pour certains pays de l'OCDE.

**Thierry Pairault** a écrit : « **La Chine dans la mondialisation : l'insertion de la filière automobile chinoise en Algérie et au Maroc** ». De Bandung à nos jours, la place et le rôle de la Chine en Afrique ont considérablement évolué. L'auteur montre qu'à travers la volonté d'insertion dans les économies algérienne et marocaine des constructeurs et équipementiers automobiles chinois, le basculement vers une logique de marché prédominante dans les relations sino-africaines s'accompagne également d'un basculement progressif entre pôles régionaux – en l'espèce de l'Algérie vers le Maroc. Apparaît en outre un détournement de l'internationalisation de la Chine. Les partenariats que signent les entreprises chinoises dans les filières automobiles algérienne et marocaine sont moins la manifestation de leur insertion qu'une modalité de la mondialisation des constructeurs traditionnels par l'intermédiaire de leurs partenaires chinois – pour ne pas dire leurs filiales chinoises.

« **Les déterminants de la demande agrégée d'électricité en France** » de **Francis Bismans** et **Blaise Gnimassoun** a pour objectif d'étudier la demande globale d'électricité à court et à long terme pour la France sur la période 1990-2015. Il met en œuvre la méthodologie économétrique connue sous le nom « du général au spécifique » pour estimer un modèle autorégressif à retards échelonnés (ARDL). Ce dernier conduit à une équation finale composée d'une relation de cointégration entre les quatre variables retenues (consommation d'électricité, prix de l'électricité, prix du gaz et PIB réel) et d'un mécanisme à correction d'erreur. À court terme,

les déterminants de la demande d'électricité sont principalement constitués par l'occurrence de récessions économiques et par les variations de température.

**Francis Clavé** nous propose sa réflexion politico-économique originale sur « **La croissance en zone euro et les limites de l'articulation de l'économie et du politique dans l'approche fonctionnaliste de l'intégration européenne** ». Cet article est bâti autour d'une interrogation : le fonctionnalisme et le néofonctionnalisme qui ont inspiré fortement la construction européenne ne gênent-ils pas l'émergence d'une articulation de l'économie et du politique adaptée au stade présent de la zone euro ? Pour ce faire, il retient trois éléments clés du fonctionnalisme : la théorie de l'engrenage, le recours à l'expertise économique et la volonté de dépasser le concept d'État et de souveraineté. Il montre que la théorie de l'engrenage induit des jeux stratégiques non coopératifs liés à des approches différentes de l'économie. Pour surmonter cette difficulté, un large accord sur une philosophie économique commune semble nécessaire. Par ailleurs, la primauté très forte donnée à l'économie et à la consommation pousse à « voiler » le politique et à préférer le recours à l'expertise économique. Enfin, le fonctionnalisme de Mitrany, ne permet pas de penser l'aspect politique des solutions économiques envisagées pour sortir de la crise de la zone euro. En particulier, il ne donne pas de cadre permettant d'articuler à la fois les spécificités de l'Europe face au monde et celles des pays européens face à l'Europe.

Les deux « *chroniques* » industrielle et financière clôturent ce numéro. Sous le titre explicite : « **Innovation et concurrence : défendre un lien essentiel** » **Jean-Pierre Olsem** note successivement leur relation asymétrique, les aléas du financement de la création d'entreprise et l'ambiguïté des nouvelles données stratégiques. Selon lui, il ne faut pas rejeter la conception globale du système concurrentiel mais plutôt agir sur ses composantes. **Bernard Coupez** consacre sa chronique « **Déréguler à nouveau la finance ? Le vent qui vient d'Amérique** » à une présentation des toutes dernières tendances de la régulation financière. Il souligne l'inquiétude provoquée dans le monde et dans les organisations internationales comme le FMI par les réformes engagées aux États-Unis par la nouvelle administration républicaine de Donald Trump. Il passe en revue les projets de loi les plus significatifs dans les domaines de la sécurité financière et des marchés de capitaux et en montre la portée, à la fois nationale et pour la finance internationale.

*Bernard Landais et Krzysztof Malaga*